



Au : Comité permanent de la condition féminine de la Chambre des communes

De : Dr. Ginger Gibson et Dr. Rachel Olson, Firelight Research Inc. (The Firelight Group, Firelight)

Date : le 9 mai 2022

Objet : Développement des ressources et violence faite aux femmes et aux filles autochtones

ENJEU

La sécurité des femmes, des filles et des autres groupes vulnérables autochtones dans le contexte de l'extraction des ressources a fait l'objet d'une attention accrue au cours de la dernière décennie. En tant qu'entreprise de recherche appartenant à des Autochtones, Firelight a aidé de nombreuses organisations et instances dirigeantes autochtones à travers le Canada à répondre aux problèmes de violence fondée sur le genre (VFG). Au cours des sept dernières années, les demandes de soutien des organisations et des instances dirigeantes autochtones pour ce type de travail ont considérablement augmenté. Manifestement, un changement s'opère dans la sensibilisation du public, et des interventions plus robustes ainsi que des mesures d'imputabilité sont nécessaires afin d'aborder et d'atténuer ce problème de manière proactive.

CONTEXTE

Firelight Research Inc. (The Firelight Group, Firelight) est un cabinet de consultants appartenant à des Autochtones et qui possède de l'expérience en recherche communautaire ainsi que dans l'offre de services de soutien technique aux communautés et aux organisations autochtones du Canada et de l'étranger. L'objectif de notre groupe multidisciplinaire formé de professionnels de la recherche compétents est de fournir des services de recherche, d'analyse et de renforcement des capacités de haute qualité pour soutenir les projets liés à la VFG et à l'extraction des ressources dans les domaines suivants :

- la recherche en santé communautaire;
- l'évaluation des répercussions sociales, économiques et culturelles;
- la négociation et les ententes;
- la surveillance et l'évaluation;
- les études sur les connaissances et les usages autochtones;
- les projets de cartographie et de système d'information géographique (SIG);
- les projets de gouvernance, de planification communautaire et de politique;
- les projets environnementaux et de recherche écologique.

En 2017, Firelight a été contacté par la Nation de Lac Babine et la Nation de Nak'azdli Whut'en, dans le nord de la Colombie-Britannique, pour les aider à documenter les actions, les lois et les stratégies visant à gérer l'augmentation des incidents de VFG attribuable aux baraquements de chantier situés à proximité. En partenariat avec les deux nations, la recherche a montré que les communautés autochtones, notamment les femmes et les filles, subissent des niveaux excessifs de violence sexuelle et de harcèlement sexuel de la part de travailleurs qui résident temporairement sur leurs terres. Ce rapport a documenté des stratégies communautaires, gouvernementales et d'entreprise pour faire face aux répercussions des baraquements de chantier (en particulier) sur les populations vulnérables.



Depuis le début de ce travail et la publication du rapport *Indigenous Communities and Industrial Camps: Promoting healthy communities in settings of industrial change*¹, Firelight a constaté une importante augmentation des demandes de soutien pour ce type de travail à travers le Canada. La carte jointe en annexe montre les différentes régions où Firelight a participé à des travaux sur la VFG en lien avec l'extraction des ressources naturelles au Canada.

Comme le montre la carte ci-jointe, Firelight a aidé plusieurs autres communautés, organisations et gouvernements autochtones à répondre aux répercussions de la VFG découlant des projets d'extraction de ressources sur leurs territoires. Les problèmes communs auxquels sont confrontés les gouvernements et les communautés autochtones comprennent les conflits avec les baraquements de chantier, les tensions de gouvernance liées à la gestion de ces baraquements ainsi que les nouveaux travailleurs établis dans la région qui font appel à des services et qui en ont besoin. Les communautés subissent, entre autres, une augmentation des infections transmises sexuellement (ITS) et des grossesses non désirées, une hausse de la consommation de drogues illicites et d'alcool, ainsi que des taux plus élevés de violence sexuelle, de harcèlement sexuel, de violence domestique, d'exploitation sexuelle et de trafic d'êtres humains. Le rapport de 2017 documente l'ensemble des répercussions subies par les communautés lorsque de grands projets d'extraction de ressources amènent un afflux de travailleurs sur les territoires autochtones (Gibson et coll., 2017).

La question de la VFG et de l'extraction des ressources est présente depuis des décennies, mais ce n'est que récemment qu'elle a reçu une attention nationale et internationale. En 2021, un rapport sur la culture de travail dans l'une des plus grandes entreprises d'extraction de ressources au monde, Rio Tinto, a révélé que plus de 28 % des femmes ont été victimes de harcèlement sexuel au travail et que 21 incidents d'agression sexuelle ont été recensés². Les personnes qui s'identifient comme Autochtones ou insulaires du détroit de Torres, en Australie, sont les plus touchées par le racisme. Notre travail a révélé que ces expériences sont semblables à celles vécues au Canada. Les réalités et les préoccupations des communautés autochtones touchées par l'extraction des ressources sont au cœur des principes de réconciliation et des appels à l'action mentionnés dans le rapport sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées (FFADA)³.

ANALYSE

Au cours de notre travail visant à soutenir plusieurs communautés, organisations et gouvernements autochtones concernant la VFG et l'extraction des ressources, les thèmes analytiques suivants sont apparus dans de nombreux cas :

- Il n'existe aucune procédure de suivi permettant de consigner le nombre de cas de harcèlement, d'agression sexuelle et de violence sexuelle qui se produisent en lien avec des baraquements de chantier ou des projets d'extraction de ressources. La plupart des entreprises gèrent les plaintes en interne sur le lieu de travail et n'en font pas état. De même, lorsque les plaintes sont transmises à la police ou à la Gendarmerie royale du Canada (GRC), elles sont rarement liées au projet lui-même. Les membres de la communauté sont également souvent victimes de violence, mais ne signalent les incidents qu'aux sources en qui ils ont confiance. Comme il n'y a aucun suivi entourant ces données, les cas de harcèlement, d'agression sexuelle et de violence sexuelle ne sont pas signalés avec exactitude ou sont incompris.

¹ The Firelight Group, la Nation de Lac Babine et la Nation de Nak'azdli Whut'en, *Indigenous Communities and Industrial Camps: Promoting healthy communities in settings of industrial change*.

² Elizabeth Broderick et coll., *Rapport sur la culture de travail chez Rio Tinto*.

³ Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues ou assassinées, *Réclamer notre pouvoir et notre place : le rapport final de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées*.



- À la connaissance de Firelight, le premier système de signalement mis en place pour suivre systématiquement les conflits, les agressions et la violence liés aux baraquements de chantier est issu de l'initiative de la Première nation de Lac Babine. Cette initiative, aussi appelée Team Gooze, est l'une des rares opérations gérées par des Autochtones visant à consigner des données sur les incidents liés aux projets d'extraction de ressources et aux baraquements de chantier. Ces données sont partagées avec la GRC régionale et d'autres organismes afin que les incidents puissent être suivis et consignés, puis faire l'objet de mesures. Cette équipe de six personnes travaille dans les communautés du Nord de la Colombie-Britannique pour répondre aux nombreux problèmes sociaux qui y émergent. Quinze pour cent (15 %) des interventions sont liées aux baraquements de chantier dans la région (voir l'exposé qui sera soumis au présent comité par la Première Nation de Lac Babine). D'après Firelight, il s'agit du premier rapport quantitatif précis sur les types de préoccupations qui émergent concernant les baraquements de chantier.
- Les données quantitatives (c'est-à-dire le nombre de plaintes directement liées aux baraquements de chantier) sont souvent considérées comme la seule forme acceptable ou mesurable de données lorsque l'on aborde les questions de VFG. Les données qualitatives (c'est-à-dire des données verbales ou des témoignages) sur la VFG liée à l'extraction des ressources sont fournies depuis plusieurs décennies par des survivants et des membres de la communauté. Selon Firelight, la société non autochtone semble préférer la quantification des histoires à la réalité des survivants. Cette attitude est profondément décourageante pour les nombreuses survivantes d'actes de violence. En outre, cette attitude laisse toutes ces survivantes en plan, car le gouvernement n'agit qu'en réponse à un grand nombre d'incidents. Comme indiqué plus haut, l'absence de systèmes permettant de recueillir des données fiables ne fait qu'exacerber ce problème, car le nombre d'incidents consignés sur papier ne reflète pas exactement les expériences réelles des gens.
- Historiquement, le nombre de plaintes signalées à la GRC en matière de VFG est souvent bien inférieur à la réalité. Cela est souvent dû aux traumatismes historiques et coloniaux, au manque de confiance mutuel entre les membres de la communauté et la GRC, à la honte et à l'impression que les récits des survivants ne seront pas crus.
- Il n'existe aucune procédure de griefs convenue au sein de la GRC, des entreprises et de la Régie de l'énergie du Canada (REC) pour signaler les problèmes de VFG liés aux projets d'extraction de ressources. En l'absence d'une procédure de griefs convenue et appropriée, les données resteront sans suivi et les incidents continueront à ne pas être signalés.
- Les ententes entre les communautés autochtones et les entreprises d'extraction de ressources traitent rarement de la VFG. De plus, les ententes historiques ne sont souvent pas réexaminées. L'exclusion des dispositions relatives à la VFG dans les ententes conclues avec les entreprises d'extraction de ressources entraîne une ignorance persistante des conséquences très réelles vécues par les communautés à la suite de harcèlement, d'agressions sexuelles et de violence sexuelle liés à l'extraction de ressources.
- L'absence de relations entre les membres de la communauté, les travailleurs provenant de l'extérieur, les entreprises, la GRC et la REC empêche de comprendre la réalité vécue par les femmes et les filles autochtones dans les communautés voisines des sites où sont extraites les ressources. Ce manque de compréhension se traduit par une augmentation des incidents liés à la violence fondée sur le genre.



RECOMMANDATIONS

1. Mettre en place des procédures de signalement solides et convenues entre les communautés autochtones, la GRC, les entreprises et le gouvernement afin de consigner et de répondre aux plaintes relatives à la VFG et aux projets d'extraction de ressources. Les données recueillies doivent inclure des témoignages oraux.
2. Exiger des ententes entre les communautés autochtones et les entreprises d'extraction de ressources afin d'aborder de manière proactive les problèmes de VFG et de trouver des stratégies d'atténuation.
3. Exiger qu'une formation en matière de sécurité culturelle soit une composante des lois, des politiques et des pratiques au sein des entreprises, de la GRC et des gouvernements pour tout le personnel (y compris les cadres supérieurs, la direction et les entrepreneurs).
4. Financer les communautés autochtones pour qu'elles mettent en place leurs propres comités de suivi et groupes interorganisations afin d'améliorer la communication, le suivi et la consignation des données à tous les niveaux.

N'hésitez pas à communiquer avec nous pour poursuivre la discussion sur ce sujet en nous écrivant à l'adresse suivante : ginger.gibson@thefirelightgroup.com.

RÉFÉRENCES

Elizabeth Broderick et coll. (2021), *Rapport sur la culture de travail chez Rio Tinto*, Rio Tinto, <https://www.riotinto.com/fr-CA/can/sustainability/communities>.

Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées (2019), *Réclamer notre pouvoir et notre place : le rapport final de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées*, vol. 1, 2 volumes, Gouvernement du Canada, <https://login.proxy.bib.uottawa.ca/login?url=http://www.deslibris.ca/ID/10100806>.

The Firelight Group, la Nation de Lac Babine et la Nation de Nak'azdli Whut'en (2017), *Indigenous Communities and Industrial Camps: Promoting healthy communities in settings of industrial change*, Victoria (Colombie-Britannique), The Firelight Group, https://firelight.ca/wp-content/uploads/2016/03/Firelight-work-camps-Feb-8-2017_FINAL.pdf.



ANNEXE A

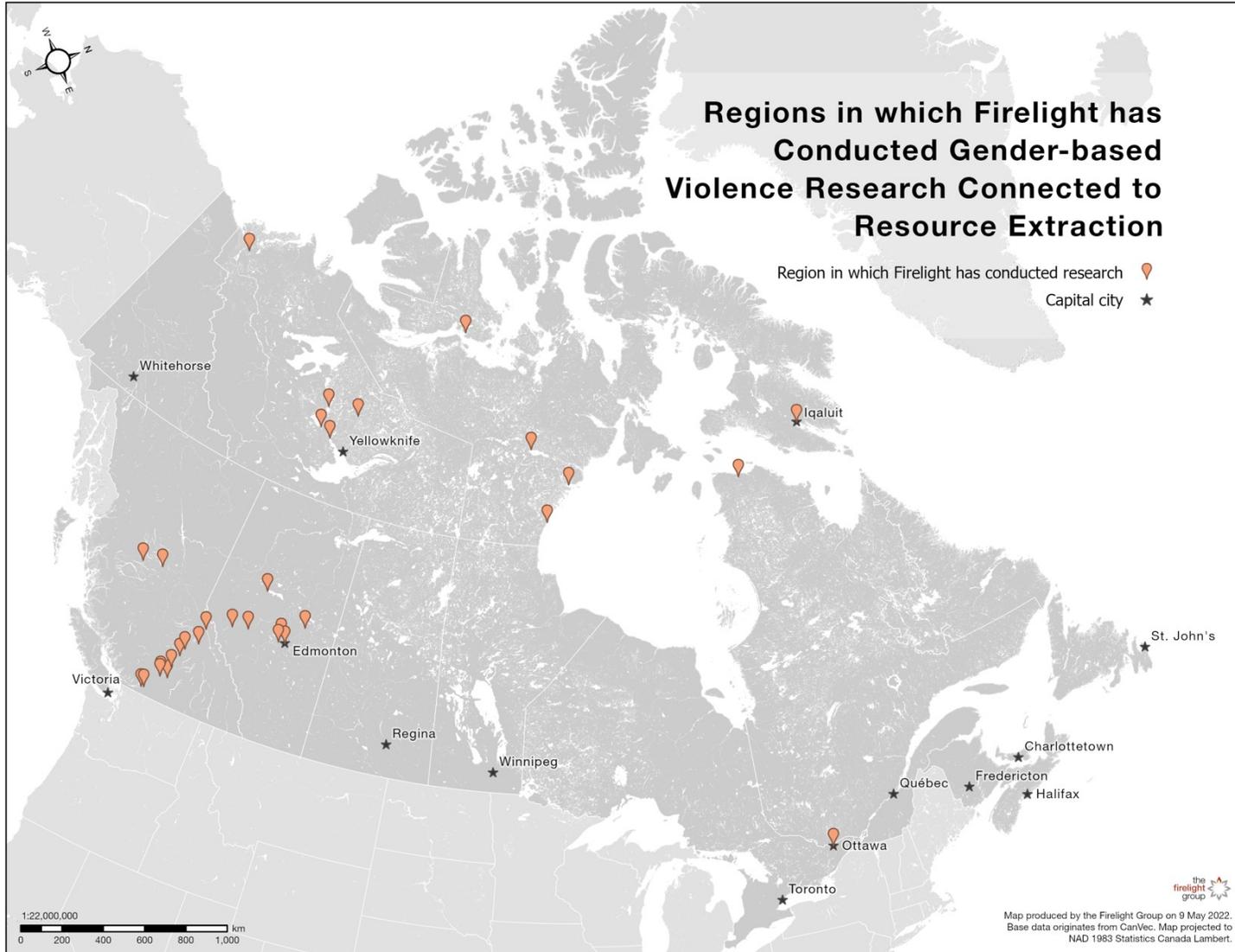


Image 1 : Régions où Firelight a mené des recherches sur la violence fondée sur le genre liée à l'extraction des ressources.